

## I. FICHE SIGNALÉTIQUE DE PROJET PARR VSBG

PERIODE DE RAPPORTAGE : Janvier 2019 - décembre 2019

<b>Titre du projet</b>	<b>Projet d'Appui au Renforcement de la justice et des services de sécurité intérieure dans la Réponse aux VSBG en Côte d'Ivoire (PARR/VSBG)</b>
<b>Zones cibles</b>	Côte d'Ivoire : couverture régionale, zone ouest et sud-ouest, spécifiquement les régions du Cavally, Tonkpi, Guémon et San-pédro. Côte d'Ivoire : couverture nationale pour les 09 bureaux locaux d'assistance judiciaire et le GBVIMS
<b>Structures ciblées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 Commissariats de police et 17 brigades de gendarmerie de la zone cible</li> <li>• 36 Bureaux locaux d'assistance judiciaire et leur coordination</li> <li>• 20 Plateformes de lutte contre les VBG<sup>1</sup>, dont 10 dans la zone cible du projet.</li> </ul>
<b>Durée d'exécution</b>	30 mois (Novembre 2017- Avril 2020)
<b>Budget de l'action</b>	Budget estimatif total (US\$) : 1.091.906 Ressources allouées (US\$) : US Embassy : 990.049 et PNUD : 101.857
<b>Objectifs de l'action</b>	Le projet vise à contribuer à la réponse nationale aux défis des Violences Sexuelles Basées sur le Genre (VSBG), plus particulièrement à l'ouest de la Côte d'Ivoire, en capitalisant sur les acquis de programmes précédents et/ou en cours de mise en œuvre. De façon spécifique, le projet se propose de (i) Renforcer le professionnalisme des forces de sécurité intérieure dans la prise en charge des VSBG ; (ii) Renforcer l'efficacité de la justice en matière de prise en charge des cas de VSBG ; (iii) Renforcer la confiance des populations dans les instruments légaux mis en place pour leur protection ; (iv) Renforcer les capacités nationales et celles des services de sécurité en matière de coordination et de collecte d'information sur les VSBG.
<b>Structure d'exécution</b>	PNUD (DIM)
<b>Partenaires associés à la mise en œuvre</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ministère du Plan et du développement ;</li> <li>2. Ministère d'Etat, Ministère de la Défense (Le Commandement Supérieur de la Gendarmerie);</li> <li>3. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (La Direction Générale de la Police Nationale);</li> <li>4. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (La Direction des Affaires Civiles et Pénales);</li> <li>5. Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (Le Comité National de Lutte contre les Violences basées sur le genre) ;</li> <li>6. Société civile (Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire à travers ses cliniques juridiques) ;</li> <li>7. Le Barreau.</li> </ol>
<b>Groupe(s) cible(s)</b>	La Direction Générale de la Police Nationale (DGPN), la Gendarmerie Nationale, les juridictions, les plateformes VBG.
<b>Bénéficiaires finaux</b>	Les fonctionnaires de police et de gendarmerie, les magistrats, les officiers de police judiciaire et greffiers, les populations de Côte d'Ivoire, plus particulièrement celles de l'Ouest et du sud-ouest.

<sup>1</sup> La plateforme de lutte contre les VBG est définie comme un cadre d'échange, de collaboration, de référence et de contre référence au niveau départemental entre les acteurs intervenant dans la lutte contre les VBG.

<b>Résultats escomptés</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les services de sécurité intérieure assurent effectivement la sécurité, la protection et la prise en charge des victimes de VSBG ;</li> <li>2. Le système judiciaire est plus efficace dans la prise en charge judiciaire des victimes de VSBG ;</li> <li>3. Les populations connaissent leurs droits sur les VSBG, et sont conscientes des mécanismes légaux et judiciaires en place pour leur protection ;</li> <li>4. Les autorités nationales assurent la coordination, le suivi et l'évaluation des interventions en matière de VSBG y compris la collecte de données et le partage d'information</li> </ol>
--------------------------------	---

## I. RESUME EXECUTIF

Le mois de décembre 2019 a marqué la fin des formations sur les violences basées sur le genre dispensées par l'experte VSBG aux auditeurs de justice de l'école de la magistrature, suite à une requête formulée par la Directrice de cette institution au regard des interventions du projet dans le secteur de la justice.

Ces enseignements ont permis aux auditeurs de briser les préjugés qu'ils avaient sur les questions de violences basées sur le genre, de changer leur perception des choses. Ils disent être désormais plus attentifs partout où ils se trouvent, aux comportements, aux gestes et faits susceptibles d'être des violences basées sur le genre. Avec les cellules VBG créées au sein des tribunaux et les formations dispensés aux membres ainsi qu'aux officiers de police judiciaire, la prise en charge judiciaire des VSBG s'est améliorée selon les observations du comité national de lutte contre les violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire.

La réception provisoire des bureaux d'accueil genre et les dernières formations de 50 animateurs relais de la gendarmerie le dernier trimestre a porté le nombre total des bénéficiaires des formations à 314 dont 146 policiers dont 08 femmes, et 168 gendarmes. Ces hommes et femmes ont vu les compétences renforcées sur les VBG.

La mission de suivi post-formation et de réception provisoire des bureaux d'accueil genre construits menée en décembre dernier avec le coordonnateur du projet, l'ingénieur bâtiment et l'experte VSBG a permis de mesurer la mise en œuvre des techniques apprises au cours des formations sur les VBG, mais surtout du changement opéré dans la manière de travailler des gendarmes et policiers bénéficiaires des formations réalisées dans le cadre du projet. L'on a pu noter avec satisfaction que les forces de sécurité formées sont plus sensibles aux cas de VBG, mais surtout que les gendarmes mènent des sensibilisations sur les VBG pendant les réunions de police de proximité, qu'ils sont plus attentifs aux plaintes et dénonciations relatives aux violences basées sur le genre, mais surtout que ce sont des cas qu'ils traitent avec plus de célérité. Désormais selon le commandant de brigade, le traitement des cas de VBG est prioritaire dans leurs services et ils respectent les principes directeurs de la prise en charge des VBG ils ne délivrent par exemple plus de convocations aux victimes pour les remettre aux bourreaux ils le font eux-mêmes par leurs propres moyens.

Le projet a également permis de mettre en réseau et de renforcer la collaboration entre les plateformes multisectorielles de lutte contre les VBG, les bureaux d'accueil genre et les cellules de suivi des VBG pour une meilleure prise en charge des personnes survivantes. Désormais, chacune de ces structures a un point focal qui est en contact avec les points focaux de ces structures, ce qui facilite le traitement des cas.

Le point focal VBG de la direction des affaires civiles et pénales du Ministère de la Justice est très proactif et le Directeur s'implique dans la gestion de tous les cas de VBG qui lui sont soumis. En effet, quand les plateformes VBG sont confrontées à des difficultés liées à la prise en charge judiciaire d'un cas de VBG, elles saisissent directement le point focal de la DACP qui instruit directement de la part du Directeur, le parquet concerné. L'experte VSBG a également référé et signalé plusieurs cas de viol dont le traitement par la police judiciaire laissait à désirer. Le Directeur une fois saisi par l'experte VSBG

appelle directement le procureur général de la Cour d'appel concerné pour actions diligentes. Tous les cas de viol référés au DACP par l'experte VSBG ont tous été traités avec diligence par le parquet.

La sensibilisation et la prise en charge des personnes survivantes de VBG /VSBG se sont poursuivies dans les cliniques juridiques bénéficiant d'un soutien financier du projet. Le taux de fréquentation des cliniques juridiques s'accroît après chaque sensibilisation ou émission radio. De 04 usager par jour, les cliniques juridiques reçoivent physiquement 08 à 10 usagers et reçoivent environ 05 consultations juridiques par appel téléphonique également après les sensibilisations et les émissions radio. Le communiqué télévisé permettra d'assurer encore la visibilité du projet.

## II. Etat annuel de la mise en œuvre (au 31 décembre 2019) et perspectives

Produits/Activités clés	Description	Progrès/Réalisations au 31 décembre 2019	Actions prévues dans les 3 prochains mois
1.1 Renforcement des capacités techniques des policiers et gendarmes en matière de VSBG	Mission internationale d'échange d'expérience et/ou de renforcement de capacités sur les VSBG	<p>Il est noté, en application des enseignements de la mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Un engagement du ministère de la justice par la <b>création de cellules de lutte contre les VBG au sein des tribunaux, sections de tribunaux ivoiriens et désignation d'un point focal VBG au sein des Cours d'appel et à la DACP (annexe1)</b></li> <li>○ <b>Les VBG ont été intégrés dans le curricula de la formation initiale des magistrats</b> suite aux recommandations de la mission d'échange d'expériences. L'experte nationale du projet est sollicitée pour animer certaines sessions de cette formation (annexe2).</li> <li>○ Par ailleurs, 03 sessions de formation continue supplémentaires sous forme de séminaire ont été organisées à l'endroit de 73 magistrats et greffiers en fonction.</li> </ul>	Suivi des actions
	Formation des policiers et gendarmes aux VSBG	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 146 policiers dont 08 femmes de 15 commissariats relevant du ressort des préfectures de police de Daloa, Man et San Pedro formés comme animateurs relais sur les violences basées sur le genre, et la collecte de preuves en matière de VSBG. Ces policiers avec les commissaires en tête sont sensibilisés et sont désormais plus engagés pour une prise en charge de qualité des cas de VBG.</li> <li>○ 168 gendarmes de 17 brigades de gendarmerie des régions du guémon, du Tonkpi et de San Pedro formés comme animateurs relais sur les violences basées sur le genre, et la collecte de preuves en matière de VSBG. Les commandants de brigade et de compagnie ont pris part à ces sessions et sont désormais outillés pour une prise en charge de qualité et selon les principes directeurs. Les échanges avec les procureurs formateurs leur permettent d'améliorer leurs méthodes d'enquête et de rédaction des procès-verbaux de même que la qualité de la collaboration avec le directeur de la police judiciaire, c'est-à-dire le Procureur de la République.</li> </ul>	Suivi post-formation

Produits/Activités clés	Description	Progrès/Réalisations au 31 décembre 2019	Actions prévues dans les 3 prochains mois
1.2 Construction et équipement de Gender desks au sein des commissariats et brigades de gendarmerie	Mise en place et équipement des bureaux de genre dans 12 commissariats et gendarmeries	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ - Travaux de construction achevés pour 06 bureaux d'accueil genre (Taï, Sangouiné, Man, Biankouma, Sipilou, et Kouibly) (annexe 2 : photo gender desks).</li> <li>○ - réception provisoire des 06 bureaux d'accueil genre</li> <li>○ - 04 autres bureaux ont été réaménagés (Tabou, Toulepleu, Bloelquin, San Pedro)</li> </ul>	<p>-Réception provisoire des 02 gender desks restants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remise des équipements aux 12 gender desks</li> <li>- Formation des gestionnaires de bureau d'accueil genre</li> </ul>
2.1 Renforcement de la coopération et la coordination entre police et justice dans le traitement des VSBG.	Expertise nationale / internationale pour identifier les domaines de renforcement de la coopération et la coordination des actions entre la police et le pouvoir judiciaire.	<p>Etude achevée, et domaines à renforcer définis, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Cadre législatif à réviser pour tenir compte de la question spécifique des VBG ;</li> <li>○ Capacités des acteurs du système répressif à renforcer ;</li> <li>○ Pouvoirs de direction inefficaces, de surveillance et de contrôle non encore effectifs et interaction entre des acteurs judiciaires et extrajudiciaires de prise en charge des VBG inexistante ;</li> <li>○ Les techniques d'enquête et de rassemblement des preuves constitue le défi de l'OPJ.</li> <li>○ Des séances de travail préparatoires des réunions thématiques ont eu lieu avec les acteurs judiciaires.</li> </ul>	-Organisation de réunions thématiques
2.2 Renforcement et/ou spécialisation de la justice en matière de VSBG	<p>Appui à l'équipement des bureaux locaux d'assistance judiciaire (BLAJ)</p> <p>Ateliers de formation pour les points focaux sur le genre des tribunaux et / ou des gestionnaires des bureaux d'aide juridique (voir l'annexe 2)</p>	<p>La fonctionnalité de 30 Bureaux locaux d'assistance judiciaire a été améliorée grâce aux équipements qui leur ont été remis. Désormais, les réunions d'admission à l'assistance judiciaire se tiennent dans ces bureaux et les décisions sont disponibles dans les délais.</p> <p>73 Magistrats (procureurs, avocats généraux, juges d'instruction, substituts du procureur, présidents de chambre, juge des enfants, greffiers) dont 15 femmes ont reçu une formation sur les VBG qui leur a permis de prendre l'ampleur de leur rôle dans la lutte contre les VBG. Ils se sont engagés à s'impliquer davantage dans la lutte, à mieux collaborer avec les plateformes de lutte contre les VBG.</p> <p>Parmi ces 73 magistrats, 60 sont points focaux VBG, et donc membres des cellules de suivi des procédures VBG des tribunaux dont les mises en place ont été facilitées par le projet.</p>	<p>Suivi des actions des BLAJ</p> <p>Suivi post formation</p>

Produits/Activités clés	Description	Progrès/Réalisations au 31 décembre 2019	Actions prévues dans les 3 prochains mois
3.1 Sensibilisation des communautés, hommes et femmes	Confection d'affiches et outils de communication pour le changement de comportement	<p>La mise en œuvre des activités par l'AFJCI a permis d'enregistrer 131 personnes victimes de violences sexuelles dont 115 filles, 15 femmes et 01 garçon bénéficiant de l'assistance juridique des cliniques juridiques. 58 présumés auteurs ont été interpellés, 03 ont été jugés et condamnés et 55 ont été mis en détention préventive.</p> <p>27 séances de sensibilisation de masse et 27 séances de sensibilisation de proximité organisées sur les VBG pour expliquer les lois et procédures judiciaires protégeant les personnes contre les VBG. 4785 personnes touchées directement par les sensibilisations, dont 2239 femmes et filles et 2546 hommes et garçons.</p> <p>14 émissions ont été réalisées et diffusées plusieurs fois dans les radios de proximité ainsi que 03 spots radios diffusés 162 fois sur les VSBG en français, en langue locale (allochtone et autochtone). 01 cérémonie de lancement officiel du projet réalisée dans chacune des 04 cliniques juridiques touchant à peu près 150 personnes, donc un total de 600 personnes dont les autorités locales administratives, traditionnelles et religieuses pour qu'ils comprennent et s'approprient le projet.</p>	<p>-Poursuite juridique et judiciaire des victimes</p> <p>-Suivi et de collecte de données statistiques auprès des cliniques juridiques.</p>
	Forums publics de sensibilisation par les cliniques juridiques ou associations de société civile		
	Confection et diffusion de spots audio avec les radios de proximité		
3.2 Assistance juridique et monitoring	Fonds d'appui au renforcement des capacités des cliniques juridiques pour l'accompagnement médico-légal, juridique et judiciaire des victimes		
	Extension du centre d'appels du ministère de la Justice	Les travaux d'extension des capacités du centre d'appel du Ministère de la justice et de Droits de l'Homme ont été réceptionnés. Désormais, le centre d'appel, connecté à la fibre optique et équipé en matériels informatiques, est capable de recevoir 30 appels simultanés au lieu de 02 par le passé.	Communication pour la promotion du centre d'appel
4.1 Appui au renforcement des capacités de coordination du SGI	Appui à l'organisation de consultations locales multipartites	Séances de travail préparatoires ont eu lieu avec les différents acteurs. De ces séances, il ressort la nécessité de combiner cette activité avec celle des réunions thématiques pour plus d'efficacité.	Organisation de consultations locales multipartites combinées avec les rencontres thématiques

Produits/Activités clés	Description	Progrès/Réalisations au 31 décembre 2019	Actions prévues dans les 3 prochains mois
4.2 Appui à la collecte de données	Atelier sur la standardisation et l'harmonisation des outils de collecte et des services de sécurité interne de la GBV IMS	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Atelier tenu et outils de collecte validés</li> <li>○ Un circuit de partage de l'information des gender desks vers la direction des statistiques du ministère en charge de la famille proposé et validé par les participants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ En attente de la prise de notes de service (police et gendarmerie) pour l'utilisation effective de l'outil</li> </ul>
	Acquisition de matériel informatique pour des plates-formes VBG et des outils de collecte de données pour les postes de police et les postes de police	Remise des équipements à 28 plateformes de lutte contre les VBG pour renforcer leurs capacités d'actions dans la prévention et la prise en charge des personnes survivantes ; à 05 bureaux d'accueil genre existant qui n'en avaient pas pour améliorer leur travail dans la réponse judiciaire, aux coordinations des bureaux d'accueil genre de la police et de la gendarmerie, à la direction des études, de la planification et des statistiques chargée de la base de données en matière de collecte de données VBG ( le GBV IMS) et au comité national de lutte contre les VBG.	Suivi des actions des plateformes et des bureaux d'accueil récipiendaires
	Formation des acteurs des plates-formes sur les outils du GBV IMS et des mécanismes de collecte de données et des prestataires de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 20 points focaux VBG des plateformes de lutte contre les VBG formés (dont 04 femmes) sur le GBV IMS pour enregistrer les données fiables, mener des sensibilisations et faire la prise en charge des personnes survivantes de VBG, ont été formés.</li> <li>○ 22 prestataires de santé (Médecins, sages-femmes, infirmier) dont 04 femmes formés sur la prise en charge clinique du viol pour offrir une prise en charge médicale de qualité aux personnes survivantes et contribuer efficacement à la production de preuves médico-légales de qualité. 05 participantes étaient des femmes.</li> </ul>	-Fourniture pour soutenir le développement d'outils de collecte et de communication de données sur les SGBV dans les services de sécurité et les plateformes VBG.

### III. Durabilité et Synergies avec d'autres actions

La consolidation de la durabilité se poursuit avec l'appropriation de la thématique des VSBG par le ministère de la justice et des droits de l'homme à travers les initiatives prises depuis le début de la mise en œuvre du projet PARRVSBG. En effet, en plus de l'établissement d'un plan d'actions VBG pour l'année judiciaire par la direction des affaires civiles et pénales du ministère de la justice et des droits de l'homme et de la création des cellules de suivi au sein des tribunaux, les VBG ont été intégrés au curricula de formation initiale des auditeurs de justice, ce qui garantit le changement attendu et constituent une avancée notable et la garantie d'une durabilité des actions du projet.

La synergie du projet avec les autres projets du PNUD (projet état de droit et droits humains, prévention et réponses aux violences sexuelles liées aux conflits) continue mais aussi avec les actions des partenaires gouvernementaux qui sollicitent régulièrement l'experte VSBG du PNUD, notamment, le comité national de lutte contre les VBG, l'UNFPA, l'association des Femmes Magistrates etc.

### IV. Difficultés et risques

La difficulté enregistrée dans la mise en œuvre du projet concerne les prestataires de services en charge de la construction des gender desks de Danané et Zouhan Hounien qui se sont révélés défaillants. Le PNUD a dû résilier les contrats signés avec eux et contracter avec un nouveau prestataire afin d'achever les travaux.

### V. Changements intervenus dans la mise en œuvre

A ce jour, la mise en œuvre du projet n'enregistre aucun changement de nature à en affecter les objectifs. Toutefois, à la suite de la mise en œuvre de la recommandation de la mission internationale relative à l'insertion des VBG dans les curricula de formation initiales de la magistrature, il s'avère nécessaire d'organiser un atelier de validation des modules de formation sur les VBG à l'attention des magistrats et des officiers de police judiciaire, et un atelier de formation des Magistrats et OPJ formateurs sur les VBG. Le projet pourvoira à l'organisation de ces deux ateliers. Par ailleurs, pour une synergie d'actions entre différents acteurs intervenants dans la prise en charge judiciaire des VSBG, il est judicieux de réunir les activités de rencontres thématiques et de consultations locales multipartites, de les mener ensemble pour un résultat efficient.

### VI. Gestion, suivi et évaluation

La gestion du projet continue d'être faite par l'équipe projet.

### VII. Exécution budgétaire

Produits	Activités clés	Budget prévisionnel (USD)	Dépenses au 31/12/2019 (USD)	Solde (USD)	Taux d'exécution
<b>1. Les services de sécurité intérieure assurent effectivement la sécurité, la protection et la prise en charge des victimes de VBSG</b>	1.1 Renforcement des capacités techniques des policiers et gendarmes en matière de VSBG	62 050	55 625	6 425	89,65%
	1.2 Construction et équipement de Gender desks au sein des commissariats et brigades de gendarmerie	240 400	291 875	-51 475	121,41%
<b>Total produit 1</b>		<b>302 450</b>	<b>347 500</b>	<b>-45 050</b>	<b>114,90%</b>
<b>2. Le système judiciaire est plus efficace dans la prise en charge juridique et judiciaire des victimes de VSBG</b>	2.1 Renforcement de la coopération et la coordination entre police et justice dans le traitement des VSBG	140 400	45 275	95 125	32,25%



	2.2 Renforcement et/ou spécialisation de la justice en matière de VSBG	109 800	119 547	-9 747	108,88%
<b>Total produit 2</b>		<b>250 200</b>	<b>164 822</b>	<b>85 378</b>	<b>65,88%</b>
<b>3. Les populations connaissent l'importance de la loi en matière de VSBG, et ont recours aux mécanismes légaux en place pour leur protection</b>	3.1 sensibilisation des communautés, hommes et femmes	69 000	67 875	1 125	98,37%
	3.2 Assistance juridique et monitoring	85 000	59 064	25 936	69,49%
<b>Total produit 3</b>		<b>154 000</b>	<b>126 939</b>	<b>27 061</b>	<b>82,43%</b>
<b>4. Les autorités nationales assurent la coordination, le suivi et l'évaluation des interventions en matière de VSBG y compris la collecte de données et le partage d'information</b>	4.1 Appui au renforcement des capacités de coordination du SGI	50 000	43 216	6 784	86,43%
	4.2 Appui à la collecte de données	83 200	75 412	7 788	90,64%
<b>Total produit 4</b>		<b>133 200</b>	<b>118 628</b>	<b>14 572</b>	<b>89,06%</b>
<b>5. Gestion du projet</b>	5.1 Ressources humaines	150 000	142 305	7 695	94,87%
	5.2 Equipements, fonctionnement	6 600	7 211	-611	109,26%
	5.3 Suivi évaluation, visibilité	22 119	15 255	6 864	68,97%
<b>Total produit 5</b>		<b>178 719</b>	<b>164 771</b>	<b>13 948</b>	<b>92,20%</b>
<b>(1) Total des coûts programmables</b>		<b>1 018 569</b>	<b>922 660</b>	<b>95 909</b>	<b>90,58%</b>
<b>(4) Administration et gestion encourus par l'ambassade américaine (8%)</b>		81 486	73 813	7 673	90,58%
<b>(6) Coût total du projet</b>		<b>1 100 055</b>	<b>996 473</b>	<b>103 582</b>	<b>90,58%</b>

## VIII. Annexes

Annexe 1 : dépêche sur la création des cellules VBG au sein des tribunaux

Annexe 2 : courrier pour l'insertion des VBG dans le curricula de formation initiale des magistrats

Annexe 3 : images gender desks



Kouibly

Gender desk Brigade de gendarmerie de



Biankouma

gender desk commissariat de police de